

L'entrepreneuriat social au Maroc, un levier du développement durable.

Etude de cas d'un Groupement d'Intérêt Économique (GIE) Cactus Ait Baamrane

Kaoutar EL YAMANI & Khalid ROUGGANI & Nabil BOUAYAD AMINE

elyamani.k@gmail.com

**Laboratoire d'Économie et de Gestion (LEG)
Faculté Polydisciplinaire de Khouribga (FPK)-Université Hassan 1^{er} Settat
Maroc**

Résumé :

Si les termes de RSE et de développement durable commencent à avoir une sonorité familière pour la plupart des acteurs, il ne faut pas s'arrêter à ce nom. Il est aujourd'hui nécessaire de porter un projet de développement économique qui ne nie pas les fondamentaux sociaux et écologiques.

Dans ce cadre, l'entrepreneuriat social est un modèle novateur qui permet d'intégrer dans ses activités économiques des aspects sociaux et environnementaux. Cette approche volontaire commence à occuper une place importante dans plusieurs domaines par la création de projets rentables, générateurs de revenus tout en poursuivant un but social, qui concourent à combattre la pauvreté, le chômage, l'exclusion et qui contribue à l'éradication du secteur informel et l'émancipation de la femme marocaine..... Cette approche volontaire s'adresse tout autant aux entreprises, coopératives et associations, qui se sentent de plus en plus concernées par ces questions.

Aujourd'hui, l'Etat marocain accorde un fort intérêt au rôle important que peut jouer l'entrepreneuriat socialement responsable dans le développement économique et social de notre pays. Plusieurs programmes de développement, de coopération, de financement et d'économie sociale et solidaire ont été mis en place dont les différents intervenants concernés et l'INDH contribuent à concrétiser les projets entrepreneuriaux sociaux, les assister, les accompagner et leur assurer une bonne gouvernance et veiller à assurer leur pérennité.

Dès l'or, l'objet de cette étude est de faire reconnaître les bienfaits de l'entrepreneuriat social, qui contribuent activement aux objectifs du développement durable, à travers, en plus des aspects théoriques, une étude de cas d'un Groupement d'Intérêt Économique nous permet d'analyser le rôle prédominant de l'entrepreneuriat social dans le développement durable pratiqué actuellement au Maroc.

Mots clés :

Entrepreneuriat social, développement durable, responsabilité sociale, GIE.

INTRODUCTION

L'entrepreneuriat social est une thématique importante d'économie sociale et solidaire et un concept clé du développement qui a au cours de ces dernières années, suscité un fort intérêt des décideurs, des économistes, des chercheurs, des praticiens et du grand public. Il fait l'objet de plusieurs recherches et études ainsi qu'une large médiatisation.

Les crises actuelles que nous connaissons, sous leurs multiples aspects, financiers, économiques, sociaux et écologiques, à l'instar des nouvelles problématiques liées au développement durable ; mettent en lumière la responsabilité sociale des entreprises et l'entrepreneuriat social, dont l'intérêt d'émerger un modèle économique plus humaniste avec une dimension sociale et environnementale accrue qui peut répondre aux exigences du développement économique, aux problèmes de l'humanité et de la planète.

La plupart des définitions de l'entrepreneuriat social ont quelque chose à voir avec une solution innovante qui provoque un changement social. L'OCDE définit l'entrepreneuriat social comme une « manière d'entreprendre visant à fournir des solutions novatrices aux problèmes sociaux non résolus » (OCDE, 2010).

Dès lors, les entrepreneurs sociaux porteurs de projets innovants s'attaquent à un problème social et répondent aux besoins sociaux qui sont mal ou peu satisfaits ou encore en apparence insoluble : Lorsque Muhammad Yunus créa sa méthode de microcrédit, il a rendu le recours au financement accessible à des gens pauvres et sans terre, il a fait objet d'un mouvement plus collectif de création de richesses économiques et/ou sociales et ainsi à l'amélioration du bien être collectif. L'exemple également de William (Bill) DRAYTON, le fondateur d'Ashoka depuis 1980, l'une des principales associations internationales de la promotion de l'entrepreneuriat social qui s'est répandu dans le monde entier¹. Et beaucoup d'autres d'initiatives entrepreneuriales ont vu le jour participent à une adaptation plus fine de l'économie aux besoins de la société en matière d'emploi, de santé, d'environnement ou encore de lutte contre les exclusions ou les inégalités sociales (Michel Coster, 2009) tout en assurant la viabilité économique des projets sociaux.

¹ Voir le site www.ashoka.org

Le Maroc, pays en voie de développement n'a pas fait l'exception à la tendance mondiale, de la prise en compte de la nécessité de promouvoir l'entrepreneuriat socialement responsable qui ne nie pas les fondamentaux d'un développement durable. Dans le cadre de sa stratégie nationale de l'économie sociale et solidaire, il a opté pour l'INDH en 2005, des stratégies sectorielles (tourisme 2020, Artisanat 2020, Maroc Vert, etc..) ainsi que d'autres programmes sociaux se sont multipliés ces dernières années, impulsées par l'Initiative Nationale pour le Développement Humain qui constituent des efforts considérables pour lutter contre la précarité et l'exclusion sociale.

Dans ce contexte, l'entrepreneuriat social est une solution alternative aux différents défis subis par les crises économiques, sociales et environnementales, dans l'ambition est de mettre l'activité économique au service de l'Homme dont l'idée réside dans la création d'un modèle à la fois viable, pérenne et créateur de valeur sociale. Autrement dit, un modèle de développement durable.

À cet égard, on se permet par la présente étude d'analyser le rapport convergent entre le concept d'entrepreneuriat social et celui du développement durable qui sera illustré par une étude de cas d'un Groupement d'Intérêt Économique et de voir dans quelle mesure, cette nouvelle forme d'entrepreneuriat social répond aux objectifs et aux défis soulevés par le développement durable.

Pour ce faire, la présente étude s'articule autour de trois parties. Il est tout d'abord important de revenir en première partie à la question sociale de l'entrepreneuriat, de définir ses différentes dimensions, et de mettre en lumière ses différentes approches qui sont étroitement liées avec celles du développement durable, afin de déterminer les points essentiels sur lesquelles rejoignent ces deux notions. Cette articulation sera illustrée, dans une deuxième partie, par l'étude de cas d'une nouvelle forme d'entrepreneuriat social, il s'agit de présenter le rôle que peut jouer un Groupement d'Intérêt Économique (GIE), dans la lutte contre le chômage, la pauvreté et l'exclusion sociale, sa participation dans la création de la valeur sociale et son degré d'adhésion aux principes du développement durable. Ceci nous amènera à nous interroger dans une troisième partie sur les différentes mesures possibles à prendre pour développer la promotion de l'entrepreneuriat social responsable.

1. Les aspects fondamentaux de l'articulation entre l'entrepreneuriat social et le développement durable : quelles convergences théoriques ?

Dans cette partie introductive, nous allons commencer par développer le concept de l'entrepreneuriat social et responsable, d'apporter un éclairage théorique sur ses différents aspects (sociaux, économiques et environnementaux) qui ne manquent pas de présenter des points communs avec ceux du concept du développement durable. L'objectif de cette partie est de s'interroger sur le lien évident entre l'Entrepreneuriat Social et le Développement Durable (DD), ce qui va nous permettre de répondre à la problématique clé suivante : l'entrepreneuriat social pourrait-il constituer un levier fondamental au développement durable ?

1.1 Émergence du concept de l'entrepreneuriat social: Genèse et essai de définition

Dans cette section, nous cherchons de définir le sens du concept de l'entrepreneuriat social afin de comprendre à quelle dynamique il fait référence. À partir de son contexte d'émergence historique, nous attacherons à faire une revue de littérature existante afin d'identifier ce qui peut, à notre sens, faire l'essor de l'entrepreneuriat social, et ce qui le distingue ou le rapproche de l'entrepreneuriat classique, ses définitions, ses caractéristiques, et son secteur d'activité.

Il est largement reconnu que l'entrepreneuriat contribue à la croissance économique, une véritable dynamique appropriée aux exigences du développement économique (David Audretsh, 2006), essentiellement pour favoriser la création de nouveaux emplois. En effet, l'entrepreneuriat est apparu dans les années 1970, mais ne s'est émergé que plus tard dans les années 1990, l'ère dite de « la nouvelle économie » (Maddison, 2001) : après la seconde guerre mondiale, la croissance économique s'est ralenti fortement à partir du début des années 1970, l'inflation s'est accrue, le chômage est augmenté progressivement, et par conséquent au début des années 1980, la pauvreté s'est développée dans les pays industriels bien que dans les pays en voie de développement.

À cette période, où les pays industrialisés sont passés d'une période de stabilité économique (les années des trente glorieuses), à une période d'instabilité (choc pétrolier 1973, choc monétaire 1971, financier), d'où la crise économique s'est déclenchée et toutes les structures du corps économique se sont affectées, voir le taux de la rentabilité des entreprises

s'est détérioré, les inégalités internationales se sont accrues... ce qui a fait engendrer des bouleversements économiques, sociaux, technologiques, environnementales et politiques très importants provoqués dans le monde entier.

A ce moment là, le modèle économique traditionnel a atteint ses limites dans la poursuite des gains de productivité, et alors une reconstruction globale de l'économie et de l'emploi s'avère bien évidente pour remédier à cette crise économique et sociale de la fin du XXème siècle afin de pouvoir sauver finalement la situation d'un peuple encore marqué par la guerre.

Pour ce faire, les organisations internationales tels que la Banque Mondiale et le Programme des Nations Unies pour l'Environnement ont adapté différentes stratégies : la Banque Mondiale a mis l'accent sur la promotion de l'entrepreneuriat pour vaincre la pauvreté tout en favorisant l'accès au micro crédit et le PNUE a mis l'accent sur l'urgence à résoudre les problèmes environnementaux générés par les guerres (épuisement de la matière première agricole et énergétique ; pollution industrielle...). Il est à présent question d'une « globalisation soutenable ». (Sophie Boutillier, 2008).

Selon Romano Prodi (2002), la promotion de l'entrepreneuriat était la pierre angulaire de la politique de croissance européenne, l'a considéré « le facteur clé pour l'amélioration de la croissance et de la productivité réside dans la capacité d'entreprendre d'économie ».

Dès lors l'entrepreneuriat est considéré une source importante de dynamisme économique et de croissance essentiellement en terme d'emploi (Davis, 2002).

Schumpeter (1942) définit l'entrepreneur comme l'agent porteur du changement, il insiste sur l'aspect innovateur et créateur de l'entrepreneur et sur la participation active de ce dernier au développement économique par la « destruction créatrice » nécessaire aux grandes avancées économiques, comme il souligne que l'entrepreneur est un vecteur essentiel du développement économique, il représente l'élément fondamental de l'entreprise nouvellement créée.

Tout de même Drucker (1985) développe une approche axée sur l'innovation d'un entrepreneur et avec cette approche qu'a été introduite la notion d'entrepreneur social. Les entrepreneurs sociaux ont un rôle décisif à jouer, non seulement pour réparer les méfaits de la croissance sans y renoncer mais pour proposer une alternative constructive. (Seghers et

Allemand 2007). L'émergence de la notion d'entrepreneuriat social traduit cette évolution de répondre aux objectifs humains et sociaux, ouvrir des voies novatrices et prometteuses contre les problèmes socio-économiques et environnementales majeures de nos sociétés, a pour mission créer de la valeur sociale et améliorer la qualité de vie des individus.

En effet, le terme « entrepreneuriat social » traduction de l'expression anglophone « social entrepreneurship », remonte au début des années 1980 et est apparu aux Etats Unis, où des organisations visant à apporter leur soutien à des individus porteurs de changement pour la société. De nombreux réseaux ou organisations ont émergé à cette époque et destinées à accompagner et promouvoir l'entrepreneuriat social, on cite entre autres : le réseau Ashoka, fondation américaine pour la lutte contre la pauvreté, le micro crédit développé par l'économiste bangladeshi Muhammad Yunus avec la Grameen Bank.

Les entrepreneurs sociaux créent de la valeur sociale à travers l'innovation, les ressources financières ... (Peredo et Mclean, 2006) pour promouvoir le développement social et économique local (Boucher, Favreau, Guindon et Hurtubise, 2000). Bien que de nombreuses initiatives interviennent à l'échelle locale, leurs répercussions ne peuvent pas être isolées puisque au final, il existe des liens à l'échelle globale (Mair et Ganly, 2010).

Dans ce sens Ashoka, fondation américaine, association internationale de la promotion de l'entrepreneuriat social depuis 1981, opérant actuellement dans 85 pays, au sein du plus grand réseau mondial d'entrepreneurs sociaux, considère que « les entrepreneurs sociaux sont des individus qui proposent des solutions innovantes aux problèmes sociaux les plus cruciaux de notre société. Ils sont ambitieux, persévérants s'attaquent à des questions sociales majeures et proposent des idées neuves capables de provoquer des changements à grande échelle ». Ceci dit que les entrepreneurs sociaux sont une réponse innovante aux besoins socio-économiques non-comblés (Shaw et Carter, 2007)

Dans ce contexte, on peut compter deux principaux facteurs traduisant l'essence de l'entrepreneuriat social qui sont à la base de son essor :

-Un premier facteur lié au besoin de financement des organisations à vocation sociale. Ces organisations ne sont que très partiellement financés par des dons privés. Ils dépendent majoritairement des financements publics (Salamon et al., 1999). Ils doivent se baser sur de nouvelles formes de financement, telles que le financement par des activités commerciales considéré comme plus fiable et stable que les dons et subventions.

- Un deuxième facteur est l'existence de besoins sociaux de plus en plus nombreux et diversifiés. La satisfaction de ces besoins ne pourrait être assurée que par des organisations à vocation sociale surtout dans un contexte de plus en plus marqué par le désengagement de l'Etat dans de nombreux secteurs de l'économie.

L'entrepreneuriat social de type « social business » ne cesse de progresser ces dernières années, il est de plus en plus employé pour désigner de manière générale l'économie sociale et solidaire (ESS) qui ambitionne de mettre les activités économiques au service de l'homme et aspire apporter une réponse durable et une solution alternative aux défis multiples posés par les crises économiques, sociales et environnementales.

Pour mieux comprendre le concept d'entrepreneuriat social, il paraît nécessaire de comprendre en quoi l'entrepreneur social se différencie essentiellement de l'entrepreneur classique. « La différence est que les premiers créent leur activité afin de produire un impact social, répondre à des enjeux sociaux représente leur but explicite et l'ensemble de leur projet est bâti autour de cet objectif. Pour les entrepreneurs sociaux l'impact social n'est pas simplement une conséquence de leur activité entrepreneuriale comme c'est souvent le cas pour les entrepreneurs commerciaux mais bien il s'agit de leur but principal ». (CAS, 2013).

Dès lors « L'entrepreneuriat social est un concept qui représente l'ensemble des activités et des processus pour créer et soutenir la valeur sociale en utilisant des approches entrepreneuriales et innovantes et en tenant compte des contraintes de l'environnement externe ». (Brouard et al., 2010)

En somme, l'Entrepreneuriat social favorise la création d'une « valeur mixte composée d'éléments économiques, sociaux et environnementaux » (Emerson, 2003).

L'entreprise sociale, est une organisation qui vise principalement des objectifs sociaux (Brouard, Larivet et Sakka, 2010).

Favreau (2006) propose une typologie de trois grandes familles d'organisations de l'économie sociale, soit les associations, les coopératives et les mutuelles.

Jusqu'à présent le concept d'entrepreneuriat social ne se dote pas d'une définition universelle, il est utilisé par différents acteurs. On a bien essayé de faire le tri des définitions les plus marquantes et qui relèvent de notre contexte d'étude afin d'appréhender avec justesse le propos de l'entrepreneuriat social.

Comme on peut le constater, toutes les définitions d'entrepreneuriat social attachent beaucoup d'importance au potentiel de changement et d'innovation de l'entrepreneur considéré comme « *changemaker* », un individu exceptionnel motivé par le changement de situations insatisfaisantes, capable d'apporter des solutions pragmatiques, efficaces et durables (Asli, Slitine, 2013). L'entrepreneuriat social concilie entre la logique économique et sociale, il permet de suggérer un modèle du « social business » innovant, un mécanisme de création de valeur. L'enjeu majeur de l'entrepreneuriat social réside dans la construction d'un business model à la fois viable, pérenne et créateur de valeur sociale.

D'ailleurs, l'examen de littérature de l'ensemble des définitions relatives à « l'entrepreneur social », à « l'entrepreneuriat social », à « l'entreprise sociale » fait ressortir les points communs essentiels entre ces trois notions, ce qui va nous permettre de désigner les caractéristiques d'une entreprise sociale et d'identifier les traits d'un entrepreneur social, à savoir :

- Une organisation indépendante, initié par une ou plusieurs personnes ;
- Ayant une mission principale sociétale ou environnementale (que nous engloberons désormais sous le terme sociale) ;
- la finalité sociale est au moins égale à la finalité économique ;
- S'inscrit dans une approche volontariste de développement durable ;
- Au service de l'intérêt collectif
- Socialisation des bénéfices engendrés par l'activité productive, soit peu ou pas de bénéfices distribués, réinvestis plutôt au profit de sa mission ;
- La rentabilité n'est qu'un moyen et non une fin en soi ;
- Se basant sur l'innovation sociale ;
- Optant pour un mode de gouvernance participatif, non fondé sur la propriété du capital.

Les choses semblent claires après l'analyse de l'ensemble des définitions relatives au concept de l'entrepreneuriat social qui sont désormais reconnues : on trouve d'un côté valeur sociale, mission, objectifs sociaux, de l'autre, changement social, impact social mais aussi innovation, durabilité, créativité et approche entrepreneuriale.

L'entrepreneuriat social renvoie à une réalité plurielle et une diversité de pratiques, de statuts (associations, fondations, coopératives, mutuelles, GIE, etc). Les domaines d'intervention restent aussi nombreux : éducation, santé, environnement, commerce équitable,

handicap, et bien d'autres questions relatives aux besoins sociaux. La compréhension du phénomène va maintenant nous permettre de l'associer au concept du développement durable.

1.2 Contribution de l'entrepreneuriat social au développement durable

Le développement durable constitue une préoccupation majeure suscitant une grande attention de la part des pouvoirs publics et de la société civile. Cette notion qu'est devenue omniprésente dans divers domaines (Jollivet, 2001 ; Martin, 2002) repose sur approche intégrative des relations entre croissance économique, équité sociale et la préservation de l'environnement. (Da Cunha, 2005; Veyret, 2007)

Apparu pour la première fois en 1987 sur la scène internationale, le concept de développement durable a été formalisé à l'occasion des travaux de la Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement (CMED), présidée par Madame Brundtland, Premier ministre de Norvège, qui a défini dans le célèbre rapport des Nations Unis (Notre avenir à tous) la notion du développement durable comme étant « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs » (Brundtland, H , 1988).

Appliqué à l'économie, le développement durable intègre trois dimensions : la dimension économique (efficacité, rentabilité), la dimension sociale (responsabilité sociale) et la dimension environnementale (responsabilité environnementale)². Il vise à concilier entre ces trois pôles afin de remédier aux excès et aux dysfonctionnements du monde économique traditionnel, remis en cause dès les années soixante dix, c'est la période où le développement durable s'est émergé avec la crise économique où « le chômage de masse devient structurel et des groupes de pression se manifestent pour exiger une meilleure qualité de vie, alors que le Tiers-monde semble rester dans l'impasse du sous-développement alors que la majorité de ces pays tire leurs revenus de la production et de l'exportation de matières premières agricoles, industrielles ou énergétiques » (Sophie Boutillier, 2008).

² www.novethic.fr

Cependant, on constate que l'évolution de cette nouvelle forme de développement s'est fait sur trois phases :

Au cours de la première phase : la prise de conscience des problèmes de l'environnement a commencé depuis les années 1970. À ce stade, les objectifs étaient tracés dans le cadre d'une vision protectionniste à court terme et se limitaient à diminuer les risques pour la santé et à protéger les espèces et les écosystèmes menacés. Les premières politiques menées en la matière ont eu une approche sectorielle et une tendance à traiter les différentes composantes environnementales séparément.

À cette première étape, le développement durable n'est pas encore concrétisé à l'échelle globale, mais il était un projet promu dès la première conférence des Nations Unies sur l'homme et son milieu datée en 1972. Ce n'est qu'à partir de la deuxième phase que le concept de développement durable est institutionnalisé après la publication du célèbre rapport des Nations Unies : Notre avenir à tous en 1987, et ce qu'après vingt ans plus tard lors de la Conférence des Nations Unies sur le Développement (CNUED).

À cette deuxième phase, une vision plus globale a commencé à se dégager au début des années 1980. Des questions telles que les changements climatiques, le problème de l'ozone, le transport de polluants à grandes distances et enfin l'accumulation des effets à long terme qui menacent les générations futures ont montré que, d'une part, les problèmes de l'environnement n'ont pas un caractère local et que, d'autre part, ils exigent une approche multisectorielle et pluridisciplinaire. La dégradation de l'environnement est ainsi devenue une préoccupation internationale, particulièrement en raison de la mondialisation. Inquiète de la détérioration de l'environnement terrestre, la communauté des nations a élaboré un ensemble de protocoles et de conventions dans le but de protéger l'environnement qui ne cesse pourtant de se dégrader.

Cela a commencé par le lancement du concept de Développement Durable par la Commission de Brundtland en 1987. En effet, la Commission des Nations Unies pour l'Environnement et le Développement a déclaré que la dégradation de l'environnement est directement liée au développement économique. La préservation des ressources naturelles est vitale pour la continuité du développement social et économique ; mais d'un autre côté, la protection de l'environnement ne peut se faire sans un développement économique.

Ce même concept de développement durable a été réaffirmé par la CNUED tenue à Rio, en 1992. L'Agenda 21 adopté lors de cette conférence a tracé les lignes directrices des stratégies environnementales internationales, régionales et nationales. Une série de conventions ont fait également l'objet du débat. Il s'agit notamment de la Convention-cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC), la Convention sur la Biodiversité et la déclaration sur les forêts. Un Fond pour l'Environnement Mondial (FEM) a été créé pour aider les pays en développement à mener une politique environnementale. En juin 1997, les 160 signataires de la Conférence de Rio se sont rencontrés dans un deuxième sommet à New York (Rio +5). Cette rencontre a été l'occasion pour évaluer l'évolution de l'état de l'environnement à la lumière des conventions et des engagements pris suite à la Conférence de Rio. Le bilan était négatif. L'Union Européenne a notamment proposé que tous les pays industrialisés réduisent leur niveau d'émission de CO₂ de 1990 jusqu'à 85% à l'horizon de 2010.

Dans cette deuxième étape, la diffusion de développement durable a pris son échelle globale dès lors un cadre institutionnel est élaboré pour impliquer un plus grand nombre d'acteurs. Ce référentiel d'institutions a commencé à porter réellement le projet à partir de 1992. L'OCDE, participant à ce mouvement, a défini le développement durable comme un concept qui « englobe des préoccupations d'équité et de cohésion sociale, ainsi que la nécessité de parer aux menaces contre les biens communs de l'humanité ».

La troisième phase quant à elle concerne la mise en pratique des procédures et normes d'action ayant pour principale vocation de contribuer et d'impliquer de divers acteurs économiques, notamment des entreprises, pour qu'ils s'inscrivent dans la voie de la durabilité, visant toujours la réconciliation entre croissance économique, respect de l'environnement et équité sociale (Boutiller, 2008). Ceci est traduit par ce que l'Union Européenne qualifie de responsabilité sociale des entreprises ou RSE, pour laquelle le terme « social » comprend un aspect environnemental et un aspect sociétal.

En effet, la contribution de l'entreprise traditionnelle au développement durable se voit dans la RSE. Le concept de RSE est défini comme « l'intégration volontaire par les entreprises de préoccupations sociales et environnementales à leurs activités commerciales et leurs relations avec leurs parties prenantes ». Une entreprise socialement responsable est une entreprise qui agit de manière responsable en respectant les intérêts et les attentes de toutes ses parties prenantes (Campbell, 2007). La principale fonction d'une entreprise est de créer de

la valeur, en produisant les biens et services demandés par la société, dégageant ainsi des bénéfices pour ses propriétaires et actionnaires, tout en contribuant au bien-être de la société, en particulier au travers d'un processus continu de création d'emploi.

Pour Cauchy et Gendron (2011), « on ne peut parler d'un développement durable, qui tient compte à la fois de l'environnement, de la société et de l'économie sans relever la nécessité de voir l'économie autrement, de repenser le rapport entre l'économique et le social... Penser une économie sociale, c'est mettre le système économique en perspective, refuser de le voir comme une loi naturelle immuable, et reconnaître que les règles économiques, sont choisies et construites par la société. Il n'y a donc pas de lois économiques, mais plutôt des pratiques et des institutions économiques et adaptées en fonction du choix des valeurs d'une société ». Il ne s'agit pas donc de favoriser un développement à tout prix ou encore une croissance des entreprises et de leurs profits, mais plutôt d'introduire, dans les logiques décisionnelles, des considérations à caractère environnemental et social.

L'entreprise traditionnelle s'intéresse au développement durable, pour la simple raison que c'est un créateur de valeur, et son rôle se voit dans le fait d'intégrer le principe de gouvernance à travers la multiplication des parties prenantes. Cette reconnaissance des parties prenantes pousse l'entreprise à tenter de répondre à leurs besoins et leurs aspirations, en prenant en compte les impacts écologiques, sociaux, sociétaux, environnementaux et de son activité et de ses décisions (Commenne, 2006).

La recherche du profit dans une entreprise traditionnelle est prioritaire, et les dimensions sociales et environnementales ne peuvent être intégrées que comme objectifs marginaux. Tant que le développement durable lui assure encore du surplus, et une rentabilité, il sera une partie intégrante de sa rentabilité. Si le dépassement de l'horizon de maximisation des profits à court terme constitue une caractéristique principale, il n'en demeure pas moins que la finalité économique reste dominante.

C'est une limite qui ne s'applique pas à l'entreprise d'économie sociale qui, est de par sa vision, émancipée d'une logique de rentabilité, visant principalement à résoudre les problèmes de la société et contribuer au bien être générale, à répondre aux besoins sociaux plus particulièrement à ceux des personnes défavorisées ou vulnérables tant à l'échelle locale que globale. Elle est appréhendée comme un « Tiers secteur » distinct des entreprises privées

à but lucratif, elle regroupe historiquement, les associations, les coopératives, les mutuelles et les fondations avec plus récemment le secteur de l'entrepreneuriat social qui revendique son appartenance à cette grande famille selon (Vercamer F, député français, 2010).

Comme on l'a déjà montré précédemment, le concept d'entrepreneuriat social est né pour répondre aux problèmes d'inégalité sociale. Il est caractérisé par sa finalité d'utilité sociale s'inscrivant dans un projet économique, une gouvernance démocratique et une gestion éthique ainsi qu'une dynamique de développement s'appuyant sur un ancrage territorial et une mobilisation citoyenne (Alphandéry et al, 2009).

Les entreprises sociales diffèrent donc, fondamentalement des entreprises socialement responsables pour qui la finalité sociale et/ ou encore le mode de gouvernance participatif constitue plutôt des exigences à intégrer progressivement dans la marche normale de l'activité (CODES, 2007). Par son mode de gestion et les finalités qu'il poursuit, l'entrepreneuriat social a un avantage comparatif net par rapport aux entreprises classiques lorsqu'il s'agit de développement durable.

L'entreprise sociale a pour principe de démontrer que l'activité économique est pleinement compatible avec la redistribution équitable des richesses entre populations, territoires et générations, introduit une approche humaniste des notions de valeurs de changement social. Cette nouvelle vision s'inscrit dans les principes du développement durable : elle se veut sociale et solidaire et replace l'Homme au cœur des préoccupations économiques.

Économie sociale et développement durable, malgré qu'ils soient issus de courants distincts au sein des mouvements sociaux, se rejoignent aux points suivants:

-Problèmes environnementaux : font ressortir la nécessité d'adopter une perspective sociale de l'économie, comme le suggère la perspective théorique inhérente à l'économie sociale. Autrement dit, les questions environnementales questionnent la pertinence de l'autonomisation de la sphère économique à travers l'idée que leur résolution nécessite une mobilisation de tous les acteurs sociaux. (Gendron et Gagnon ,2011).

-Économie sociale : C'est à travers leur arrimage à l'intérêt général que l'économie sociale et le développement durable trouvent particulièrement à s'articuler. Le développement durable et l'entrepreneuriat social s'appuient sur des principes semblables c'est-à-dire un

développement centré sur la satisfaction des besoins socio-économique, la résilience et la démocratie; suggèrent des modes alternatifs de satisfaction des besoins sociaux; créent de la valeur sociale et stimulent le changement social ; interrogent en profondeur la définition du bien commun, du bien-être social collectif, et plus largement la question de l'intérêt général.

Pour Akhabar et Swaton (2011), l'entreprise sociale partage diverses approches avec le principe du développement durable et qu'on peut résumer dans les points suivants :

- L'entreprise ne suppose pas une rentabilité financière forte, ce qui dans le sens du développement durable est une recherche de la qualité de la croissance en faveur du capital humain et social ;

- L'entreprise affiche explicitement une mission d'intérêt collectif. Ce système de valeur, n'est pas en soi bénéfique pour le capital naturel, mais permet de mettre en avant, non pas le principe des intérêts égoïste et de la main invisible des marchés comme mode de régulation, mais la participation individuelle à des valeurs communes, qui incluent le développement durable. Il faut que l'entreprise se fixe comme objectif, l'accroissement du capital humain au sens d'épanouissement humain, mais celui de l'accroissement du capital naturel ;

- Une synergie immédiate apparaît entre l'entreprise sociale et les objectifs du développement durable pour ce qui est du « développement local ».

Notre propos relevé du contexte de cette étude est loin de remettre en cause les dimensions de l'entreprise traditionnelle ou socialement responsable en matière de développement durable, mais notre recherche ambitionne de mettre en valeur le surplus qu'a l'entrepreneuriat social dans le développement durable en essayant de soulever les points de convergence entre les deux concepts.

Il reste à savoir dans quelle mesure l'entrepreneuriat social peut contribuer concrètement au développement durable et de montrer le degré d'adhésion aux principes de ce dernier. Pour ce faire, nous nous proposons d'analyser une étude de cas d'un Groupement d'Intérêt Économique.

2. Etude empirique sur le modèle du Groupement d'Intérêt Économique (GIE) comme un nouvel acteur d'entrepreneuriat social : Projet intensification et valorisation du cactus d'Ait Baamrane

Le choix du modèle d'un Groupement d'Intérêt Économique d'un projet agricole, en tant qu'exemple concret d'entrepreneuriat social, est fondé sur le fait qu'il est considéré comme une forme nouvelle d'entreprise sociale peu traitée dans les études empiriques par rapport au modèle coopératif et associatif qui a été largement abordé dans plusieurs travaux de recherche. Cette nouvelle forme d'entrepreneuriat social a connu dernièrement une évolution considérable au Maroc surtout avec le Programme National «Plan Maroc Vert» et l'implication de l'Initiative nationale pour le développement humain (INDH) qui ont en effet, permis de mettre en avant ce levier économique important et d'œuvrer à sa protection. On se permet alors par cette étude de cas de déterminer le rôle du Groupement d'Intérêt Économique d'un projet agricole dans le développement durable.

2.1 Présentation d'étude de cas d'un Groupement d'Intérêt Économique (GIE) : Projet intensification et valorisation du cactus d'Ait Baamrane

La zone d'Ait Baamrane se situe au sud de la région souss massa et comprend la ville de Sidi Ifni. Elle donne sur l'océan atlantique et jouie d'une richesse hors égale en figuier de barbarie « ficus opuntia ». Cette plante magique chez laquelle rien ne se perd mais tout se transforme, couvre une superficie de plus que 50.000 ha avec une production qui dépasse 360 000 t/an. 3En remontant dans le temps, le figuier de barbarie, appelé aussi « cactus »,a été considéré comme une plante sauvage qui pousse partout sur des terrains très accidentés et inaccessibles, à usage limité aux clôtures pour propriété privée sinon à la consommation du fruit sans pour autant apporter un minimum de bonnes pratiques agricoles à la plante.

C'est grâce à la recherche agronomique, qui a révélé les bienfaits du cactus, qu'il est sorti des oubliettes ses dernières années et est devenu d'extrême attractivité. Beaucoup d'intérêt a été accordé aux vertus du cactus et plusieurs dérivés ont vu le jour et son utilisation a dépassé l'alimentaire pour s'installer sur l'agroalimentaire, le cosmétique et la protection de l'environnement.

Pour la zone d'Ait Baamrane, comme partout au Maroc, la population qui se trouve autour du figuier de barbarie est une population rurale, marginalisée, pauvre et a revenu très limité, ce qui constitue un problème social que peu résoudre le développement de la culture du cactus.

Conscient de l'importance économique, sociale et environnementale que joue le figuier de barbarie, un projet de développement et de valorisation du cactus Ait Baamrane a vu le jour suite à une réflexion étatique.

En effet, plusieurs raisons sont derrière la genèse de ce projet dont une perte importante de la production dans les champs (jusqu'à 40%), faute de l'enclavement des champs de cactus et de manque de segments de distribution. Aussi, une commercialisation qui se fait toujours d'une manière archaïque et qui reste tributaire des intermédiaires qui, jusqu'à présent, s'accaparent la plus-value générée par la vente des fruits du cactus, ainsi que les circuits de vente qui sont majoritairement traditionnels.

2.2 Contribution du Groupement d'Intérêt Economique (GIE) : Projet intensification et valorisation du cactus d'Ait Baamrane dans la réalisation des objectifs du développement durable

Ce projet, qui est achevé en fin 2012, a pour finalité : la valorisation du fruit cactus, son positionnement sur des marchés nationaux et internationaux et l'ouverture de nouvelles perspectives à sa distribution.

Sur le plan socio-économique le projet participera à :

- ✚ Le désenclavement des champs de production de Cactus ;
- ✚ L'amélioration des revenus des agriculteurs exploitant la culture ainsi que les femmes rurales qui se trouvent à l'aval de la filière;
- ✚ L'intégration de la filière et le renforcement des capacités des organisations professionnelles des producteurs des figues de barbarie ;

En termes de chiffres, le projet permettra à l'horizon de 2020 :

- ✚ Amélioration de la production de 8 T/ha à 10 T/ha
- ✚ Amélioration du revenu des agriculteurs de 1600 dh/ha à 2795 dh/ha
- ✚ Augmentation de la valeur ajoutée de 4817 dh/ha à 10310 dh/ha
- ✚ Le projet a créé 269175 journées de travail

Le cactus a des vertus vraiment extraordinaires : présente plusieurs avantages : d'ordre écologique, socio- économique, alimentaire, cosmétique ou encore thérapeutique. En effet, au Maroc, c'est une espèce utilisée comme plante fourragère, pour l'amélioration des parcours, pour la préservation des sols contre l'érosion, la lutte contre la désertification et la

conservation de la biodiversité, tout en contribuant à la régénération des espèces végétales spontanées et à la constitution d'un microclimat favorable au développement d'une faune et une flore très diversifiées.

Sur le plan nutritionnel, précise une brillante étude de terrain à laquelle a participé le Conseil Régional du Souss Massa, la DPA de Tiznit et l'INRA Agadir ; la figue de barbarie est l'un des aliments le plus complet et le plus riche en différents nutriments (sels minéraux, vitamines, fibres...). En effet les fruits peuvent être consommés à l'état frais, congelés, confits ou séchés ou encore transformés en jus, sirop, farine, confiture ou en huile alimentaire de graine.

L'investissement global a nécessité une enveloppe de 95 millions de dhs. Le projet a consisté en :

■ L'aménagement et l'ouverture de 105km de pistes afin de désenclaver les champs de production. Cette composante du projet a nécessité 55 millions de dhs.

Le désenclavement des champs de cactus était une raison suffisante pour adopter l'aménagement des pistes rurales dans les deux communes rurales Mesti et Sboya. Mais elle n'est pas la seule, d'autres raisons sont derrière ce choix à savoir :

- Coût de transport élevé par rapport au revenu des populations rurales ;
- Difficulté dans l'écoulement de la production agricole ;

■ La construction de deux centres de collecte au niveau des communes de Sboya et Mesti. Cette composante a consisté en l'aménagement de deux locaux sur une superficie de 400m² chacun, et leur équipement en matériels adéquats. L'enveloppe qui leur a été consacré est de 2,4 millions de dhs.

Le principal objectif de ces centres de collecte est l'encadrement et l'organisation des agriculteurs autour de ces centres, ainsi que le rôle de « Rahba » qu'ils vont jouer. Ce Rahba est un souk où les petits agriculteurs peuvent apporter leurs caisses de cactus et discuter le prix avec les intermédiaires ou tout type d'acheteur. Cela facilitera la fixation du prix du souk, l'organisation des agriculteurs et la communication de l'information.

En ce qui concerne l'organisation des centres de collecte, leur gestion peut être confiée soit au GIE porteur du projet, soit à une association membre du GIE.

■ La construction d'une unité de conditionnement et de valorisation des figues au niveau de la ville de Sidi Ifni, avec une capacité de conditionnement de 10.000 tonnes de fruits

desépinés et de bonne qualité après triage durant la campagne (soit deux camions de 20 tonnes de fruits par jour).

Au Maroc, l'unité reste une première. Elle est construite sur une superficie de plus de 2.400m². L'aménagement et l'équipement de l'unité de conditionnement a nécessité une enveloppe de 22 millions de dhs.

Le porteur du projet est le GIE Sobbar Ait Baamrane, un GIE qui englobe un ensemble d'acteurs de la filière à savoir : des coopératives de cactus, des sociétés de transformation du cactus, des sociétés de transport du cactus,...etc.

L'arrivée du projet a créé un mouvement effervescent au niveau du tissu organisationnel et plusieurs coopératives et associations se sont créées ainsi qu'un 2^{ème} GIE.

Après 4 ans d'existence de l'unité de valorisation, il y a lieu de signaler qu'un pourcentage important d'écart de triage est enregistré. En effet, ce pourcentage est de 40% minimum, un chiffre intolérable pour le conditionnement. De ce fait, et suite à la demande du 2^{ème} GIE, il y a possibilité de réfléchir sur l'extension du projet à la transformation de ces écarts et la production de produits cosmétiques qui diffèrent à ce que produisent les petites coopératives de la zone, et ce dans le but de maintenir leur développement et leur place sur le marché.

En revenant à la fameuse définition du développement durable, comme étant un concept qui englobe les principes d'équité et de la cohésion sociale, ainsi que la préservation d'un environnement soutenable, on constate que, le groupement d'intérêt économique comme une nouvelle forme d'entreprise sociale, objet de notre étude, remplit pleinement cette mission.

L'intérêt de l'entrepreneuriat social et son adhésion des principes du développement durable, étant bien démontré dans notre étude sur le plan quantitatif comme sur le plan qualitatif, nous incite à nous nous interroger dans cette dernière partie, sur les mesures à mettre en place afin de favoriser la promotion, le développement et surtout la pérennisation des entreprises sociales.

3. Vers un développement de l'entrepreneuriat social au Maroc : Quelles mesures d'appui ?

En dépit de sa capacité à répondre à des besoins non comblés, le dynamisme de cette façon d'entreprendre reste relativement peu développé au Maroc. Dès lors, il s'avère judicieux de favoriser son essor et lever les freins à son développement. Pour ce faire, la promotion de l'entrepreneuriat social au Maroc nécessite un fort intérêt de la part de plusieurs acteurs et la mise en place de plusieurs actions afin de favoriser la création de projets et d'organisations à fort impact économique et social des défis actuels et futurs. On cite entre autres, les principales mesures à prendre :

Développer des actions de sensibilisation et d'information sur l'entrepreneuriat social et solidaire : il s'avère encore difficile de prendre l'initiative à créer une entreprise sociale, cette entrave ressort du manque de connaissances et d'informations sur le domaine d'entrepreneuriat social qui reste un domaine récent, vierge et peu connu. Il s'avère dès lors nécessaire de mener un travail de sensibilisation et de communication auprès du grand public à travers les médias et l'organisation des rencontres : création des sites web, publications sur les médias sociaux, brochures, vidéos, conférences, tables rondes, séminaires, social workshops, etc. Ce qui permet de favoriser la prise de conscience de l'intérêt des enjeux que présente l'entrepreneuriat social et de développer ainsi une culture entrepreneuriale qui constitue un facteur indispensable au développement et à la réussite de tout projet.

Mettre en place des structures d'accompagnement : généralement le manque de compétences et de qualification en matière d'étude de faisabilité et de prospection de marché, est le problème le plus répandu surtout chez les personnes analphabètes ou d'un niveau d'instruction très bas. Dès lors, l'accompagnement tout au long du processus entrepreneurial est très important et permet aux porteurs de projets à s'adapter aux différents obstacles que peuvent rencontrer surtout dans la phase de préparation et du lancement dans leurs projets.

L'accompagnement peut être assuré par des instances publiques ou par des fondations affiliées au secteur privé ou semi public. Ce qui permet de motiver la volonté d'un entrepreneur social à développer de nouvelles pratiques innovantes dans la gestion de son entreprise sociale, de développer son adaptation à toutes les contraintes émanant de son environnement, de développer son expertise à l'aide de la formation et du savoir faire.

Mettre en place des moyens de financement spécifiques : différemment des entreprises classiques du secteur marchand, la finalité économique d'une entreprise sociale reste bien

limitée par rapport à sa finalité sociale, en effet, les entrepreneurs sociaux ont pour priorité de créer de la valeur sociale et de répondre aux besoins non satisfaits pour une certaine catégorie de personnes. Il est à signaler que la sous capitalisation des entreprises sociales au Maroc, l'accès limité aux ressources financières et l'exigence des garanties pour le secteur bancaire, constituent les principaux obstacles qui empêchent le développement et la pérennité d'un projet social. Dès lors, les entrepreneurs sociaux sont amenés à identifier d'autres sources alternatives de financement afin de pouvoir développer leurs projets sociaux et pour ceux qui n'ont pas la possibilité de recourir aux banques, il est légitime de faciliter l'accord d'un soutien financier par l'octroi d'un crédit auprès des établissements de microcrédit, des taux d'intérêts préférentiels ainsi que les modalités souples de remboursement doivent être privilégiés.

Mettre à contribution l'Université marocaine : l'intégration des modules de formation, voir même des formations entièrement dédiées à l'entrepreneuriat social notamment au sein des universités ou des écoles de commerce, permettrait sans doute de favoriser l'émergence d'entrepreneurs sociaux. Au Maroc, existent des formations spécialisées sur l'action sociale dont on favorise, de manière complémentaire l'intégration des modules sur l'entrepreneuriat social mais il reste encore rare de trouver des formations spécifiques dans le domaine.

Encouragement des alliances et du réseautage des entrepreneurs sociaux : créer des réseaux, permet de mettre les entrepreneurs sociaux en alliances et en synergie afin de mieux se faire connaître et reconnaître. On note qu'un réseau marocain de l'économie sociale et solidaire (REMESS) existe depuis 2006, est le premier réseau ouvert aux différentes composantes de l'économie sociale à savoir, les coopératives, les associations, les mutuelles, les fondations, les groupements d'intérêt économiques et les syndicats professionnels. Il est l'un des espaces publics où on peut partager un débat libre sur les questions des responsabilités sociales et sociétales dans les projets de développement³, néanmoins il reste un réseau qui n'est pas forcément adapté spécialement aux entrepreneurs sociaux.

CONCLUSION

L'objectif de notre recherche est de porter un éclairage sur le concept de l'entrepreneuriat social, d'identifier ses caractéristiques et de le positionner par rapport au concept du développement durable afin de préciser les points d'articulation théoriques et

³ Voir le site www.remess.ma

pratiques entre ces deux approches de développement. On a bien confirmé que l'entrepreneuriat social s'inscrit dans une approche du développement durable réconciliant l'économique, le social et l'environnemental, dont le profit n'est plus une fin en soi comme pour les entreprises classiques du secteur marchand, mais plutôt un moyen pour créer de la valeur sociale, d'inciter le changement social et de lutter contre la précarité, les inégalités et toute forme d'exclusion sociale.

Toutefois, notre étude ne saurait être exhaustive car il s'agit d'une première contribution dans ce champ du savoir et surtout une tentative de mise en valeur de ce domaine dans le développement du champ d'investigation approché davantage par une étude empirique auprès d'une entreprise sociale pour participer à promouvoir le dynamisme nécessaire à un développement soutenable. Il reste néanmoins des difficultés à soulever pour promouvoir le développement de l'entrepreneuriat social et qui portent principalement sur le manque d'encadrement et de financement.

BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE :

- **Akhabar A, Swatson S (2011)**, « *Economie du développement durable et économie sociale et solidaire : des relations complexes pour des enjeux majeurs* », communication pour les XXXIe journées de l'Association d'économie sociale, Paris, 8-9 septembre 2011.
- **Alphandéry et al (2009)**, « *L'économie sociale et solidaire : une réponse entrepreneuriale et politique à la crise* ».
- **Audretsh David (2006)**, « *Reflets et perspectives de la vie économique. 2006/1 (Tome XLV). De Boek Supérieur. 'L'émergence de l'économie entrepreneuriale'* ». P. 43-70.
- **Asli Amina Elidrissi, Slitine Abdelali, (2013)**, « *L'entrepreneuriat social au Maroc, Perception et piste de développement* ». Revue Marocaine de Recherche en Management et Marketing n°8, juillet-décembre. P237-249.
- **Banque Mondiale, (2006)**, *Doing business in 2006*.
- **Boucher, J., Favreau, L., Guindon, G. et Hurtubise, L. (2000)**, « *Développement local, organisation communautaire et économie sociale. Une recension des écrits (1990-2000). Université du Québec à Hull, Chaire de recherche en développement communautaire (CRDC)* », document de travail, automne.
- **Boutiller Sophie (2008)**, « *Entrepreneuriat social et développement durable : Quelles perspectives* ». 8ème Rencontres internationales du Réseau Interuniversitaire de l'Economie sociale et solidaire « *Economie sociale et solidaire, développement, mobilité et relocalisations* » – Barcelone, Spain. P7-11.

- **Brouard, F., Larivet, S., Sakka, O. (2010)**, « *Entrepreneuriat social et participation citoyenne* ». *Canadian Journal of Nonprofit and Social Economy Research*, vol. 1 (n°1). P.46-64.
- **Brundtland H (1988)**, « *Notre avenir à tous* ». *Rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement*. P51.
- **Campbell J (2007)**, « *Why would corporations behave in socially responsible ways? An institutional theory of corporate social responsibility* ». *Academy of Management Review*, vol.32, n°3.
- **Cauchy, V. & D. et Gendron C, (2001)**, « *Coexistence humaine et développement durable* », Éd. Montmorency. P 234.
- **Centre d'Analyse Stratégique (CAS, 2013)**, « *Le rapport L'entrepreneuriat social en France Réflexions et bonnes pratiques* ». P.20.
- **CODES (2007)**, « *Pour une approche partagée de l'entrepreneuriat social et de son développement* ».
- **Commenne V (2006)**, « *Responsabilité sociale et environnementale: l'engagement des acteurs économiques-Mode d'emploi pour plus d'éthique et de développement durable* ». Éditions Charles Léopold Mayer. P 303.
- **Coster Michel (2009)**, « *Entrepreneuriat* ». Paris : Pearson Education. Page XVII. P1.
- **Da Cunha A (2005)**, « *Régime d'urbanisation, écologie urbaine et développement urbain durable : vers un nouvel urbanisme* » in : Da Cunha A., Leresche J.P., Knoepfel, Nahrath S. (eds), *Enjeux du développement urbain durable : transformations urbaines, gestion des ressources et gouvernance*, Presses polytechniques et universitaires romandes, 480 p.
- **Davis, S. (2002)**, « *L'entrepreneuriat social : vers une culture entrepreneuriale propice au développement économique et social* ». *Actes du sommet de l'emploi des jeunes, septembre 7-11*.
- **Drucker Peter F (1985)**. « *Innovation and Entrepreneurship* » *Practice and Principles*. Publisher: Harper & Row.
- **Emerson J. (2003)**, « *The Blended Value Map: Tracking the Intersects and Opportunities of Economic, Social and Environmental Value Creation* », disponible sur www.blendedvalue.org.
- **Gendron C, Gagnon C (2004)**, « *Développement durable et économie sociale : convergences et articulations* », les cahiers de la CRSDD, collection recherche, n°2-2011, ESG, UQAM.
- **Jollivet M (2001)**, « *Le développement durable, de l'utopie au concept. De nouveaux chantiers pour la recherche* ». Paris, Elsevier, 288 p.
- **Maddison Angus (2001)**, « *Growth and Interaction in the World Economy The Roots of Modernity* ». The AEI Press Publisher for the American Enterprise Institute WASHINGTON, D.C. P.52-62.

- **Mair J. et Ganly K. (2010)**, « *Social entrepreneurs: Innovating towards sustainability* », in E. Assadourian (ed.), *State of the World 2010, Transforming Cultures: From Consumerism to Sustainability*, Worldwatch Institute, Washington, DC, p. 304.
- **Martin JY (2002)**, « *Développement durable ? Doctrines, pratiques, évaluations* ». Paris, IRD, 344 p.
- **OECD (2010)**, « *Social entrepreneurship and social innovation* », in *SMEs, Entrepreneurship and Innovation*, OECD Publishing. P. 185-197.
- **Peredo, A.M. et McLean, M.(2006)**, « *Social entrepreneurship: A critical review of the concept* ». *Journal of World Business*, vol.41, (n°1).P. 56-65.
- **Prodi Romano. (2002)**. *For a New European Entrepreneurship*. Instituto de Empresa in Madrid. P1.
- **Reis.T. (1999)**, « *Unleashing the New Resources and Entrepreneurship for the Common Good: a Scan, Synthesis and Scenario for Action.W.K* », Kellogg Foundation, Battle Creek, MI.
- **Salamon LM, Anheir HK, List R, Toepler S, Sokolowski SW, and Associates (1999)**, « *Defining the nonprofit sector: A cross-national analysis* ».Sterling: Kumarian Press.
- **Schumpeter J. (1942)**. *Capitalism, Socialism and Democracy*, New York, Harper and Brothers.
- **Seghers V. et Allemand S. (2007)**, « *L'audace des entrepreneurs sociaux* ». Editions Autrement, Paris. P14.
- **Shaw E and Carter S. (2007)**, « *Social entrepreneurship-theoretical antecedents and empirical analysis of entrepreneurial process and outcomes* ». *Journal of Small Business and Enterprise Development*, vol 14, n°3.P418.
- **Vercamer F. et al. (2010)** : « *l'économie sociale et solidaire, entreprendre autrement pour la croissance et l'emploi* ». Rapport sur le secteur de l'ESS français.
- **Veyret. Y (2007)**, « *Le développement durable* ». Paris, Sedes, 432 p.